

Le fédéral doit reverser 1,2 milliard aux entités fédérées

BUDGET Les Communautés et les Régions écrivent à Charles Michel, elles s'estiment lésées dans le financement des hôpitaux

C'est Ahmed Laaouej, député fédéral PS, qui a rendu public « l'imbroglio au fédéral », interpellant le Premier ministre jeudi en séance plénière à la Chambre, en ces termes : « *Nos concitoyens n'accepteront pas une nouvelle attaque dans les soins de santé. Les Communautés et Régions sont à ce sujet très inquiètes. En effet, dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, le financement des infrastructures hospitalières a été transféré aux entités fédérées. Cependant, celles-ci ne peuvent être tenues de financer les décisions antérieures prises, dans ce domaine, au niveau fédéral.* »

Et de poursuivre : « *C'est ce qu'on appelle les "charges du passé". Dès lors, une dotation particulière est prévue pour couvrir cela. Mais il semble que depuis octobre de cette année, aucun versement n'ait été réalisé par le fédéral. La raison invoquée serait le manque de crédits inscrits au budget fédéral. Les ministres-présidents des entités francophones ont écrit au*

Premier ministre Charles Michel car ils estiment que le gouvernement fédéral les lèse ainsi de 1,2 milliard d'euros sur deux ans. »

De fait, Paul Magnette, Rudy

Demotte et Fadila Laanan, aux commandes de la Région wallonne, la Fédération Wallonie-Bruxelles et du Collège de la Commission communautaire française (Cocof), ont écrit à

Charles Michel mercredi. Qui a téléphoné dans la foulée à André Flahaut, ministre du Budget de la Fédération, assurant que l'on réglerait le problème sans attendre. Un problème, du reste, évoqué par les suédois vendredi matin en conseil des ministres.

En l'occurrence, au fédéral, on renvoie à « la complexité » de la sixième réforme de l'Etat : « *On essuie les plâtres à bien des égards* », évoquant – avouant ? – un dysfonctionnement entre l'administration des Finances et l'Inami, qui doit logiquement verser la dotation dont il est question ici aux Communautés. Un « *problème technique, pas davantage, qui sera réglé dans les prochains jours* ».

On s'interroge toutefois dans l'opposition. Ceci notamment : « *Ces centaines de millions qu'il devra engager, cela représente un trou supplémentaire dans le budget de l'Etat fédéral, c'est extrêmement inquiétant* », sou-

ligne Ahmed Laaouej.

Alors qu'au fédéral, on explique que la dotation n'avait pas été versée, « *malencontreusement* », mais bel et bien « *budgetisée* »... Dont acte. ■

DAVID COPPI

AGENDA

Sprint budgétaire

L'opposition s'inquiète : les textes du budget arrivent seulement et l'ensemble des mesures doit être voté avant la fin de l'année. Pour l'opposition, il s'agit d'amateurisme et de précipitation. Il se trouve il est vrai des députés dans la majorité, comme Eric Van Rompuy (CD&V) pour craindre que le budget ne soit pas voté avant Noël. Dans ce cas, fait exceptionnel, il faudrait recourir aux douzièmes provisoires. Dans la majorité, on ne conteste pas que le travail à fournir reste très important. « *Mais décembre est typiquement un mois de rush pour faire passer les textes au Parlement. Et les vacances commencent tard. Nous y arriverons.* » (B.Dy)